

GIAM

réunion du groupe d'information sur l'après-mine
du 8 décembre 2011

Question:

Bassins à schlamms- SNET

sommaire:

- * Secteurs concernés
- * Etat des prescriptions par site

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Développement durable
Prévention des risques
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

Bassins à schlamms – Secteurs concernés

- Forbach et Schoeneck : ex concession de De Wendel :
 - Bassin de la carrière Simon
 - Bassins du Bamag
 - Bassin Wendel (pour mémoire)

- Petite-Rosselle : ex concession de De Wendel :
 - Bassin Saint-Charles

- Creutzwald : ex concession de La Houve :
 - Bassins du siège 2 de La Houve

Secteur Forbach - Schoeneck

Bassin de la carrière Simon :

- Après CdF : Au regard des enjeux de sécurité publique et environnementaux, compte tenu des études produites → pas de nécessité d'évacuer tout ou partie du dépôt.
 - Surveillance toutefois en place afin de vérifier que l'impact éventuel, avec l'envoyage de la carrière et modification du sens d'écoulement de la nappe, ne remet pas en cause les conclusions des études relatives à la préservation de la ressource en eau.
 - Le cas échéant, si l'origine minière est établie, des mesures appropriées seront mises en œuvre dans le cadre de l'après-mine ;

NB : Prescriptions de surveillance annulées par décision du TA de Strasbourg, contentieux en cours CA Nancy (AMME/MEDDTL)

- Par ailleurs : Autorisation d'exploiter les schlamms délivrées à la SNET au titre de la réglementation ICPE ;

Secteur Forbach

Bassins du Bamag :

- Après CdF : Au regard des enjeux de sécurité publique et environnementaux :
 - Prescriptions complémentaires fixées par l'art. 9-2 de l'AP1 n°2006-DEDD/4-3 du 6 juin 2006 au titre de la police des mines ;
 - Deux études produites par CdF, mais incomplètes, notamment au regard de l'état du site constaté et des recommandations exposées dans les études ;
 - Aucune urgence vis-à-vis de la sécurité publique ou de l'environnement (zones végétalisées depuis plus de 50 ans, schlamms présents par endroit depuis 1 siècle, sens d'écoulement inchangé) ;
 - Bassin C curé + bassin et station de pompage arasés ;
 - Etude géotechnique et environnementale reste à compléter ;
- Par ailleurs : Autorisation d'exploiter les schlamms délivrée à la SNET au titre de la réglementation ICPE (→Bassin A et B curés)

Secteur Petite-Rosselle

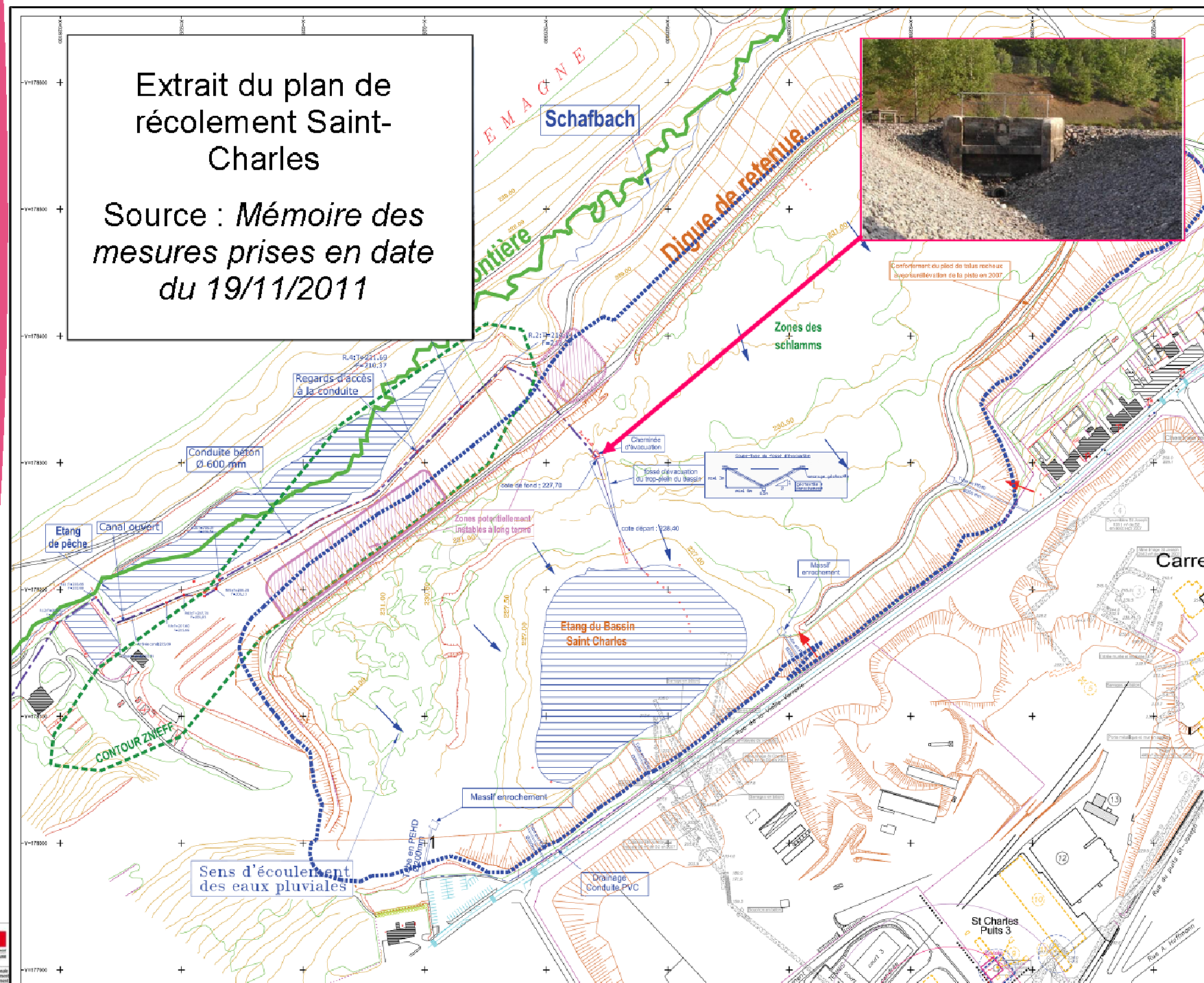
Bassin Wendel pour mémoire : curé, récolement réalisé
(NB : Zone risque grisou)

Bassin Saint-Charles :

- Après CdF : Au regard des enjeux de sécurité publique et environnementaux, compte tenu des études produites → pas de nécessité d'évacuer tout ou partie du dépôt.
 - Travaux de mise en sécurité du site réalisés par CdF tels que prévus dans le DADT (Etudes A31996/A et 34208/B) mais ;
 - Prescriptions complémentaires fixées par l'art. 6-3 de l'AP1 n°2006-DEDD/4-3 du 6 juin 2006 au titre de la police des mines concernant la mise en sécurité du site vis-à-vis de la gestion des eaux (IHS) ;
 - Etude géotechnique et environnementale reste à finaliser
- Par ailleurs, renonciation formelle de la SNET à sa demande d'autorisation d'exploiter les schlamms du bassin Saint-Charles en 2011 ;
 - Aucune obligation résiduelle de la SNET vis-à-vis du bassin Saint-Charles

Extrait du plan de récolement Saint- Charles

Source : *Mémoire des
mesures prises en date
du 19/11/2011*



Secteur de Creutzwald (siège 2)

Bassin de la carrière : curé et réaménagé tel que décrit dans l'étude PIXIUM de CdF joint au DADT ;

Bassins B et Sud-Est :

- Art. 11 de l'AP1 de La Houve (arrêté n°2005-AG/3-212 du 5 août 2005) : CdF avait pour obligation de mettre en sécurité l'ensemble du site conformément aux études jointes à sa déclaration, **sauf** pour ce qui concerne les bassins B et Sud-Est **sous réserve**:

- De l'existence d'une autorisation d'exploitation de ces bassins délivrée à un nouvel exploitant au titre des ICPE ;

- De la production des éléments permettant de justifier le transfert des responsabilités de CdF au nouvel exploitant **avant le 1^{er} septembre 2006** ;

- Arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-305 du 4 août 2006 autorisant la SNET à exploiter les bassins B et Sud-Est ;

- Transfert des responsabilités : Protocole d'accord CdF/SNET (Endesa) de 2006. En tout état de cause,

- l'Etat veillera au respect, outre des dispositions prévues au titre des ICPE, des dispositions prévues par le protocole ;

Directive européenne 2006/21/CE du 15 mars 2006 relative à la gestion des déchets de l'industrie extractive

Pour information, une méthodologie nationale d'inventaire et de classification des sites fermés et/ou abandonnés est en cours d'élaboration, à la demande du MEDDTL.